



ARRÊTÉ N°063-2021-028
portant autorisation de défrichement sur le territoire de Marat (63)

Le Préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code forestier, notamment ses articles L341-1 et suivants, R.341-1 et suivants,

Vu la demande d'autorisation de défrichement n°63-30268 du 22/04/2021, présentée par C E SANOFI CHIMIE, domicilié Le Bourg – 63480 VERTOLAYE et tendant à obtenir l'autorisation de 0,3085 hectares de bois situés sur le territoire de la commune de Marat (63),

Vu les pièces complémentaires demandées le 07/06/2021 et reçues le 31/08/2021 réajustant la surface du projet de défrichement à 0,4504 ha,

Vu le procès-verbal de reconnaissance des bois dressé le 19/05/2021 et notifié le 01/09/2021,

CONSIDÉRANT qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination des sols n'est nécessaire pour aucun des motifs mentionnés à l'article L 341-5 du Code Forestier,

CONSIDÉRANT que, la décision d'autorisation de défrichement doit préciser expressément les conditions techniques et réglementaires relatives aux compensations forestières subordonnant une décision favorable, conformément à l'article L341-6 du code précité. Ces compensations forestières consistent, en l'exécution, sur d'autres terrains, de travaux de boisement ou de reboisement pour une surface défrichée équivalente, ou d'autres travaux d'amélioration sylvicoles d'un montant équivalent, Ces équivalences peuvent être assorties d'un coefficient multiplicateur compris entre 1 et 5 en fonction du rôle économique, écologique et social des bois défrichés (article L341-6 1°),

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – autorisation

Est autorisé le défrichement de 0,4504 ha de bois situés sur la commune de Marat et dont les références cadastrales sont les suivantes :

Commune	Section	Numéro	Surface cadastrale (en ha)	Surface autorisée (en ha)
63207 - Marat	AW	0443	0,3085	0,2404
63207 - Marat	AW	0259	2,4890	0,1670
63207 - Marat	AW	0441	1,3620	0,0430

Le coefficient appliqué à cette demande est de 3.

La durée de validité de cette autorisation est de 5 ans à compter de la date de notification de l'arrêté d'autorisation.

Article 2 – conditions

Conformément aux dispositions de l'article L. 341-6 du Code forestier, cette autorisation de défrichement est subordonnée au respect des conditions que vous choisirez parmi les suivantes :

- exécuter des travaux de boisement sur des terres non forestières pour une surface correspondant à la surface de 0,4074 ha assortie du coefficient de 3 soit 1,2222 ha ;
- exécuter des travaux de reboisement de peuplements forestiers peu productifs pour une surface correspondant à la surface de 0,4074 ha assortie du coefficient de 3 soit 1,2222 ha ;
- exécuter d'autres travaux d'amélioration sylvicole correspondant à la surface de 0,4074 ha assortie du coefficient de 3 multipliée par 3 soit 3;6666 ha ;
- verser au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois une indemnité d'un montant équivalent aux coûts de mise en place d'un boisement ou reboisement, soit dans ce cas d'un montant de 4 289,00 € (annexe 3).

En cas de non-exécution des travaux imposés en application de l'article L. 341-6 dans un délai maximum de trois ans à compter de la présente notification d'autorisation, les lieux défrichés devront être rétablis en nature de bois et forêts dans un délai de trois années maximum.

Article 3 – engagements

Au titre du code forestier :

Vous disposez d'un délai d'un an à compter de la date de la notification de la présente autorisation pour transmettre au service chargé des forêts, l'acte d'engagement de réalisation des travaux ou de versement de l'indemnité équivalente (annexe 1).

Si vous optez pour le paiement de l'indemnité, le service instructeur procédera à la demande d'émission du titre de perception à réception de sa déclaration (annexe 2).

Si aucune de ces formalités n'a été accomplie dans le délai d'un an à compter de la date de la notification de l'autorisation de défrichement, l'indemnité sera mise en recouvrement.

Article 4 – règles de publicité

Conformément aux dispositions de l'article L341-4 du code forestier, la présente autorisation de défrichement fait l'objet, par les soins du bénéficiaire, d'un affichage sur le terrain de manière visible de l'extérieur ainsi qu'à la mairie de situation du terrain. L'affichage a lieu quinze jours au moins avant le début des opérations de défrichement ; il est maintenu à la mairie pendant deux mois et sur le terrain pendant la durée des opérations de défrichement. Il appartient au demandeur d'avertir le maire, en temps voulu, de la date de commencement des travaux afin qu'il puisse assurer cet affichage.

Le demandeur dépose à la mairie de situation du terrain le plan cadastral des parcelles à défricher, qui peut être consulté pendant la durée des opérations de défrichement. Mention en est faite sur les affiches apposées en mairie et sur le terrain.

Il est rappelé que c'est la date du plus tardif des deux affichages précédemment décrits (sur le terrain et en mairie) qui constitue le point de départ du délai de deux mois de recours des tiers. En cas de contestation d'un tiers, le défaut de la preuve de la régularité de cet affichage fait obstacle à l'expiration du délai de recours des tiers. Le présent arrêté sera affiché dans la commune de Marat par les soins du maire qui certifiera l'application de cette formalité.

Article 5 – modalité d'exécution

Le Directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CLERMONT-FERRAND, le 28/09/2021

Pour le Préfet et par délégation
Pour Le directeur départemental des territoires,
La cheffe du service eau, environnement et forêt,


Caroline Mauduit